



Extrait du Initiative pour la Transparence des Industries Extractives du Burkina Faso

<http://www.itie-bf.gov.bf/spip.php?article104>

Message de l'Ex Premier Ministre

- ITIE au Burkina -



Date de mise en ligne : lundi 30 juillet 2012

Initiative pour la Transparence des Industries Extractives du Burkina Faso

Aujourd'hui, le secteur minier peut être considéré comme l'un des premiers moteurs de la croissance économique de notre pays. En effet, l'adoption et la mise en oeuvre d'une déclaration de politique d'exploitation minière conséquente, accompagnées d'efforts soutenus de développement des ressources minérales, ont permis au Burkina Faso de se hisser actuellement au rang des pays africains riches en ressources minières. C'est donc naturellement que, depuis ces dernières années, il intéresse et attire les investisseurs privés intervenant dans le secteur.

L'adoption d'un code minier, en 2003, a impulsé un dynamisme nouveau à la valorisation de nos ressources minières. Sa relecture, actuellement en cours vise à créer pour les opérations minières un environnement plus moderne et plus conforme aux exigences de la compétitivité. A ce jour, six mines sont en exploitation et deux autres sont en phase de construction.

Au-delà de son apport financier important au budget de l'Etat, l'exploitation minière permettra de générer des milliers d'emplois. C'est pourquoi, le secteur minier constitue pour le gouvernement et l'ensemble des populations burkinabè, une source d'espoir. Il nous apparaît important en conséquence de prendre les précautions qui s'imposent, ainsi qu'une batterie de mesures idoines en vue de favoriser le développement de ce secteur d'activité porteur et de s'assurer que les ressources minières exploitées, contribuent effectivement à la lutte contre la pauvreté.

Dans cette perspective, le Burkina a volontairement adhéré aux principes de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (ITIE), convaincu qu'il s'agit là de toute évidence d'un cadre idéal pour consolider et accélérer les efforts en cours en faveur d'une gestion saine de nos ressources minières. A cet effet, le Conseil des Ministres du mercredi 16 avril 2008 a adopté par décret un dispositif institutionnel chargé de conduire les activités de l'ITIE au Burkina. Les efforts consentis par cette instance de mise en oeuvre de l'initiative, ont permis à notre pays d'obtenir le statut de « Pays candidat » le 15 mai 2009. Il ne reste plus qu'à déployer des efforts supplémentaires pour la conquête du statut de « Pays conforme » dans les deux années consécutives à 2009.

L'adhésion de notre pays à l'ITIE, traduit un défi : celui de gagner le combat pour l'enracinement et le rayonnement de la bonne gouvernance. Aussi, l'ITIE a entre autres objectifs ultimes, l'intégration des principes de transparence et l'obligation de rendre compte dans les politiques et stratégies de développement économique et social. En cela, elle vise à mettre notre pays à l'abri de potentiels effets négatifs, consécutifs à une mauvaise gestion de nos ressources minières.

En adhérant à l'ITIE, l'objectif visé par l'Etat burkinabè est de garantir une plus grande transparence et d'équité dans la gestion des ressources minières du pays et une meilleure communication entre les différents intervenants du secteur. Cet objectif ne peut être atteint sans la franche collaboration de tous les acteurs impliqués.

En effet, une gestion transparente fondée sur un partenariat solide entre différents acteurs, en l'occurrence l'administration, le secteur privé, à travers les sociétés minières et les organisations de la société civile, permet de minimiser la survenue des conflits sociaux que peut engendrer un déficit de bonne gouvernance.

Je voudrais par conséquent appeler vivement chacune des parties prenantes à apporter sa contribution pour soutenir les efforts du gouvernement visant à faire de ce secteur, un moteur véritable de croissance, un facteur réel de réduction de la pauvreté et un outil de promotion du développement durable du Burkina Faso.

Je réaffirme la volonté politique et l'engagement du gouvernement burkinabè d'oeuvrer pour une gestion efficace, saine et transparente du secteur minier avec la pleine participation des citoyens. Je salue en cela l'engagement de la société civile et les acteurs des industries extractives, aux côtés de l'administration burkinabè, pour l'aboutissement des objectifs de l'ITIE dans notre pays.

C'est elle qui, dans son travail de suivi de l'action gouvernementale, peut être amenée à demander des comptes au gouvernement par rapport à la gestion des recettes provenant des industries extractives. Dans la solidarité et la complémentarité, nous devons dans le cadre de la mise en oeuvre du processus ITIE, briser les frontières entre les secteurs public et privé, pour apporter des critiques objectives et formuler des propositions constructives en vue d'impulser dans le secteur minier du Burkina Faso, une gestion participative emprunte de transparence, d'intégrité et de responsabilité.

Il s'agira de renforcer notre culture dans la prise de décisions consensuelles, la promotion de la participation effective des populations à la gestion des affaires publiques et l'amélioration du système d'information au profit des communautés. L'ITIE est pour nous un outil supplémentaire d'expérimentation d'une gestion saine des affaires publiques, dans un cadre transparent qui oblige les tenants du pouvoir à rendre des comptes aux populations.